

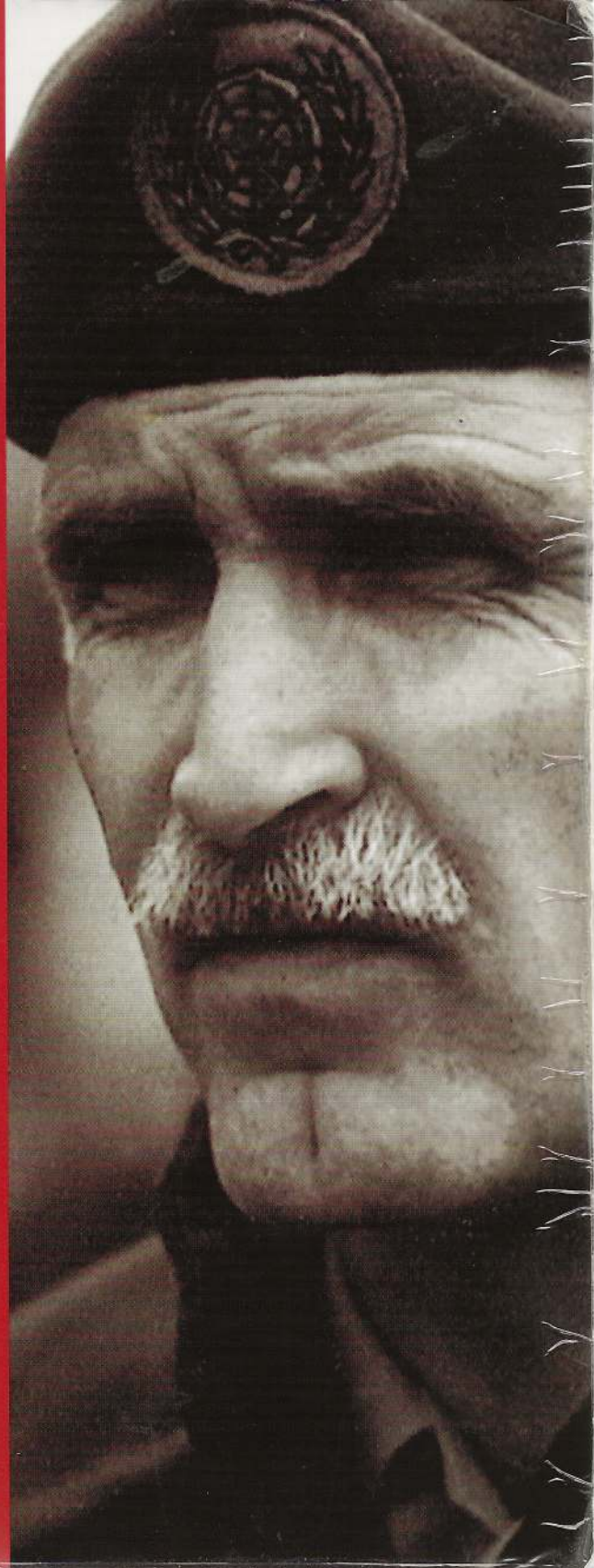
Lieutenant-général

**ROMÉO
DALLAIRE**

**J'AI
SERRÉ
LA MAIN
DU
DIABLE**

**La faillite
de l'humanité
au Rwanda**

Libre  Expression
© OUBECOR MEDIA



possible et l'appui soigneusement planifié de l'artillerie. Selon les normes de toute force militaire, elle se classait au rang des missions de sauvetage de première classe.

À mesure que les batailles de juin enlevaient à l'AGR des parties toujours plus importantes de territoire, le moral des défenseurs se mit à baisser. Une fois de plus, la station RTLM intensifia sa campagne d'attaques personnelles contre moi, diffusant de nouvelles accusations lancées par le gouvernement provisoire me désignant comme le responsable des malheurs des Hutus. Mais les forces extrémistes allaient bientôt recevoir un appui inespéré.

Au cours de l'après-midi du 17 juin, soit le lendemain de mon retour de Nairobi, j'étais à mon bureau attaquant vindictivement la paperasse, quand Phil se présenta à ma porte. Derrière lui se trouvaient Bernard Kouchner et un autre Français. Kouchner me présenta ce dernier comme étant un représentant du Comité de crise sur le Rwanda mis sur pied par le président Mitterrand. Je ne trouvais pas très prudent de leur part de venir ici, sachant que le FPR se trouvait à Kigali et qu'il n'aimait pas les Français. Par ailleurs, j'étais en partie heureux de revoir Kouchner, homme doué de beaucoup d'énergie et de présence, même si je ne savais jamais quand, ou si, son humanitarisme masquait les intérêts du gouvernement français.

Contrairement à son intervention mal à propos lors de notre première rencontre, Kouchner me demanda cette fois poliment de lui accorder environ une heure. Il m'expliqua qu'il agissait en tant qu'interlocuteur pour son gouvernement sur le terrain et qu'on l'avait envoyé spécifiquement pour me voir. Au moins, son rôle était clair. Kouchner débuta la conversation en faisant une récapitulation de l'horrible situation qui régnait et en déplorant le manque d'action de la communauté internationale. Je n'avais pas de difficulté à être d'accord avec lui. Mais ensuite, il me cloua sur place. Le gouvernement français, disait-il, avait décidé, dans l'intérêt de l'humanité, de se préparer à diriger des forces de coalition françaises et franco-africaines au Rwanda pour faire cesser le génocide et fournir de l'aide humanitaire. Ces forces viendraient en vertu d'un mandat prévu au chapitre VII des Nations unies et établiraient une zone de sécurité dans l'ouest du pays, où les personnes fuyant le conflit pourraient

trouver refuge. Je lui répondis immédiatement «Non!» sans lui laisser la moindre chance de poursuivre et me mis à proférer tous les jurons canadiens-français que peut contenir mon vocabulaire. Il tenta de me calmer en invoquant des raisons que, semble-t-il, il considérait nobles, mais qui, selon moi, étaient profondément hypocrites étant donné les antécédents de la France au Rwanda : les Français étaient certainement au courant que leurs alliés étaient les responsables des massacres. C'est alors que Phil Lancaster ouvrit la porte, interrompant Kouchner et réclamant mon aide immédiate.

Je pris congé en m'excusant et sortis pour voir quelle crise m'attendait. Il ne s'agissait en fait pas d'une, mais de deux crises.

D'une part, une patrouille d'observateurs militaires des Nations unies avait peut-être sauté sur une mine ou était tombée dans une embuscade dans les environs de Kigali, on ne savait pas trop bien. Phil avait reçu un rapport indiquant que l'un des quatre officiers était probablement mort et qu'un autre avait été blessé. Une "ambulance" (terme assez pompeux utilisé pour désigner la camionnette en question : l'intérieur vide contenait une trousse de premiers soins et une civière) avait été dépêchée pour les secourir, mais elle avait eu, elle aussi, de sérieux problèmes.

D'autre part, des négociations en vue d'un cessez-le-feu avaient eu lieu ce jour-là à notre quartier général, mais elles s'étaient transformées en un conflit pouvant dégénérer en prise d'otages. En effet, pendant la réunion, l'AGR avait tiré sur un convoi servant au transfert de Tutsis, empêchant ce dernier d'avoir lieu. En apprenant cette nouvelle par la radio, les représentants du FPR présents à la réunion avaient arrêté tous les membres de la délégation de l'AGR, y compris le général Rusatira. Mes officiers étaient intervenus mais étaient maintenant pris dans une bruyante engueulade. Phil me demanda de regarder par la fenêtre. Dans l'enceinte, une mêlée d'officiers hurlaient, entourés des escortes armées des deux camps. Malgré la présence de Henry et Tiko, la panique régnait, et il était clair que la violence éclaterait d'un moment à l'autre. Phil dit : «Général, vous feriez mieux de descendre ou vous allez perdre votre commandement».

En fait, je ne me rappelle pas comment je me suis rendu dans l'enceinte, mais je me trouvai soudain en plein milieu de

l'empoignade. Je donnai l'ordre à mes officiers supérieurs de sortir de là et de me rejoindre sur-le-champ au centre des opérations. Je repérai Frank Kamenzi dans un coin, en retrait, utilisant son Motorola. L'interrompant, je lui demandai de dire à ses supérieurs de cesser immédiatement cette absurdité, que toute tentative d'enlever ou de faire du mal aux officiers de l'AGR dans mon enceinte déclencherait une réponse énergique de mes troupes et que, de plus, je le mettrais aux arrêts sur-le-champ. Kamenzi avait rarement manifesté de l'émotion, mais il recula devant moi, les yeux écarquillés, et reprit sa conversation avec son appareil radio.

Au centre des opérations, je demandai à Henry et à Tiko, qui avait du mal à contenir sa rage, ce qui s'était passé avec la patrouille. J'appris que vers midi moins le quart un rapport avait indiqué que l'équipe d'observateurs militaires, dont le major uruguayen Manuel Sosa et le major bangladais Ahsan, avait apparemment sauté sur une mine à environ 31 kilomètres de Kigali. Notre seul médecin, un officier du Ghana, et une équipe d'observateurs montèrent en vitesse dans la camionnette-ambulance et partirent, accompagnés par un transport de troupes blindé, pour sauver les observateurs militaires blessés. Ils parcoururent avec succès 15 kilomètres de mauvaises routes et de barrages routiers, puis un des pneus creva. Le médecin et son équipe abandonnèrent l'ambulance et montèrent dans le blindé, mais ce dernier perdait de l'huile et il tomba aussi en panne.

Entre-temps, les deux observateurs militaires qui voyageaient juste derrière Sosa et Ahsan réussirent à informer qu'ils avaient aidé les deux victimes, mais que le FPR les avait arrêtés.

La situation était extrêmement grave. Le major Ahsan était blessé, et les soldats du FPR refusaient de croire qu'il était un soldat de la paix, bien qu'il portât sur son uniforme bangladais un insigne des Nations unies. Les majors Ahsan et Sosa n'avaient pas roulé sur une mine terrestre, ils avaient été atteints par une roquette, et quand Ahsan avait essayé de sortir Sosa de là, ils avaient tous deux essuyé des tirs. Les soldats avaient pris l'argent qu'Ahsan avait sur lui, et le sergent du FPR avait donné l'ordre de traîner l'officier bangladais plus loin et de le tuer. L'un des observateurs militaires de la deuxième équipe, le major Saxonov, s'était élancé et les avait suppliés de laisser la vie sauve à Ahsan, mais lui aussi avait été placé

sous bonne garde. Ashan eut la vie sauve grâce à la dispute entre les soldats du FPR au sujet du partage de l'argent volé. Tout au long de la confrontation, personne n'avait eu la permission de s'occuper de Sosa, qui était grièvement blessé mais encore vivant. Après presque une heure, le FPR décida de les laisser tous partir.

Avec ses collègues blessés, Saxonov et son compagnon, le major Costa, arrivèrent vers 13 h 10 à l'endroit où le transport de troupes blindé était tombé en panne. Mais il était trop tard pour Sosa, qui mourut peu après en chemin dans les bras de Saxonov. Quand ils trouvèrent l'ambulance, ils passèrent quelques minutes tendues à réparer la crevaison. Au même moment, Tiko avait lancé une seconde équipe de sauvetage, dirigée par le lieutenant-colonel Mustafizur Rahman, mais la lenteur de leur blindé et les négociations interminables nécessaires pour franchir les différents barrages routiers la ralentissaient terriblement. Au nord du carrefour Kadafi, ils furent la cible de tirs constants et faillirent être atteints par un obus de mortier. Quand, enfin, ils atteignirent l'ambulance et le 4 × 4 de la MINUAR, qui se dirigeaient vers le sud, Rahman a envoyé une partie de son équipe pour tenter de récupérer le transport de troupes blindé tombé en panne et le reste des hommes directement à l'hôpital de la Croix-Rouge.

À l'étage supérieur de mon Q.G., Phil avait communiqué avec le détachement d'avions Hercule, à Nairobi, pour demander l'évacuation médicale immédiate. Ils acceptèrent de venir malgré la fermeture de l'aéroport et dirent qu'ils arriveraient dans environ trois heures. La confrontation au sujet des otages n'était pas encore tout à fait réglée, mais Phil avait réussi à obtenir des officiers de liaison de l'AGR et du FPR la permission que le Hercule atterrisse.

Au centre des opérations, je demandai à Henry de prendre la relève des négociations pour faire partir l'AGR d'ici, et à Tiko de reprendre le contrôle de son quartier général des observateurs. Nous avions encaissé un coup terrible, mais perdre la tête ne nous conduirait à rien. Malgré cela, je ne pouvais jeter la faute sur mes officiers. Ils étaient manifestement affectés par le stress, les tensions dues aux situations impossibles qu'ils devaient affronter tous les jours et par leurs conditions de vie. J'annonçai que je négocierais avec le FPR. Toujours avec sa radio, Kamenzi était encore engagé dans

une conversation très animée. Quand je m'approchai, il m'annonça que le FPR abandonnait.

Assis dans des fauteuils sans ressorts très inconfortables, Kouchner et son collègue m'attendaient encore dans mon bureau. Je dis à Kouchner que je n'arrivais pas à croire l'effronterie des Français. D'après moi, ils se servaient du prétexte humanitaire pour intervenir au Rwanda, permettant à l'AGR de maintenir une bande de territoire du pays et un peu de légitimité face à une défaite certaine. Si la France et ses alliés avaient vraiment voulu faire cesser le génocide, éviter que mes observateurs militaires se fassent tuer et appuyer les objectifs de la mission des Nations unies – comme la France l'avait voté à deux reprises au Conseil de sécurité – ils auraient plutôt renforcé la MINUAR.

Mais Kouchner et son compatriote voulaient clairement que je cesse d'argumenter. Ils ne me demandaient pas de subordonner ma mission aux objectifs des Français, mais j'avais bien l'impression que c'est ce qu'ils souhaitaient. Selon eux, je devais m'efforcer de rendre la MINUAR 2 opérationnelle dans les zones sous contrôle du FPR au cours des quatre prochains mois, pendant qu'ils s'arrangeraient avec les territoires sous contrôle de l'AGR et leurs prétendues zones de sécurité. Je conclus facilement le but de leur visite : me faire accepter de subordonner les objectifs de la MINUAR à ceux de l'armée française. Ils n'avaient aucune chance d'y parvenir.

Je mis abruptement fin à la rencontre quand j'entendis le Hercule nous survoler. Kouchner voulait un peu d'appui de notre part pour sa rencontre avec le FPR. Je lui dis que nous l'appuierions de notre mieux malgré notre complet désaccord avec le plan d'action français. Je le croyais complètement fou d'essayer de défendre sa position sachant que l'armée rebelle détestait les Français. Ce que je ne savais pas alors, c'est que le gouvernement et les militaires français avaient déjà tenu des réunions de haut niveau avec les représentants du FPR en Europe à ce sujet, et que des membres de l'AGR, y compris Ephrem Rwabalinda, mon officier de liaison de l'AGR, s'étaient rendus à Paris pour discuter de l'intervention française en voie de préparation. Comme pour la culture des champignons, on m'avait maintenu dans le noir et alimenté de beaucoup de fumier frais au lieu de me fournir des informations.

À l'aéroport, les moteurs du Hercule tournaient pendant que l'officier blessé était hissé à bord et confié aux soins d'une infirmière militaire canadienne. Dans le salon réservé aux personnalités importantes de l'aéroport, nous avons procédé à une cérémonie solennelle, bien que courte, en témoignage de notre souvenir et de notre respect envers le major Sosa. Il était le douzième soldat des Nations unies à avoir été tué au Rwanda et, à mon grand regret, je savais qu'il ne serait pas le dernier. J'étais affligé pour lui et pour sa famille. Une fois de plus, un de mes officiers était expédié dans une bâche bleue de réfugiés, pendant que ma force, aux effectifs réduits et aux conditions de vie déplorables, avait du mal à accepter sa perte et aussi l'indifférence de la communauté internationale à l'égard des risques qu'elle prenait.

Ce soir-là, les médias français révélèrent le plan de la France de déployer de ses soldats au Rwanda. La nouvelle parvint à la station RTLM et aux autres postes émetteurs locaux, qui la rediffusèrent aussitôt dans tout le pays. À Kigali, les forces de défense étaient folles de joie à la perspective d'un sauvetage imminent par les Français. Ce renouveau d'espoir et de confiance eut une autre conséquence : il ranima la chasse aux survivants du génocide, augmentant ainsi le danger pour les personnes réfugiées dans les quelques églises et édifices publics qui n'avaient pas été affectés. Les auteurs du génocide attendaient désormais que les Français viennent les sauver et pensaient avoir carte blanche pour achever leur macabre besogne.

Je n'avais pas pu téléphoner au triumvirat au DOMP avant de me coucher, mais je m'assurai que des comptes rendus complets sur la situation décrivant les événements chaotiques de la journée, entre autres, la mort de Sosa, le fait qu'Ahsan ait été blessé et la réapparition de Kouchner, avaient été envoyés à New York. Parmi le lot de câbles codés reçus pendant la nuit, il y en avait un de Riza. En gros, il me demandait de ne pas m'exposer. « Dans la situation actuelle de danger grandissant, vous prendrez les décisions opérationnelles qui s'imposent, écrivait-il. Nous vous conseillons, de manière générale, de demeurer sur la défensive, d'éviter de prendre des risques et de subir des pertes jusqu'à la clarification de la situation. » J'avais fait exactement ce que mon mandat du dernier mois exigeait de moi. Riza